

**Avril 2006**

## **La nostalgie de l'État providence\*<sup>1</sup>**

**Chapitre deux de « Où va notre argent ?, Une fiscalité pour les riches », Écosociété, 2006**



L'État providence, que les démocraties occidentales ont institué dans la foulée de la Deuxième guerre mondiale, avait suffisamment d'argent. Il l'obtenait sans problème par l'impôt ou par l'emprunt. De plus, il assurait un taux de croissance relativement élevé grâce à une distribution plus égalitaire des revenus. Néanmoins, l'État néolibéral, toujours à court d'argent, a maintenant triomphé de l'État providence. Comment expliquer cette régression malgré un accroissement notable du revenu national par personne<sup>2</sup> qui aurait dû rendre encore plus facile le financement de l'État ? C'est que l'État providence compromettrait l'accumulation du capital.

Cet objectif unique du capitalisme, qui opère par la maximisation des profits, s'impose par la loi de la concurrence tant aux capitaux privées qu'aux États nationaux. La récession des années 1980-82 ayant vu le taux de profit des entreprises chuter à son taux le plus bas depuis la Deuxième Guerre mondiale, les politiques néolibérales, d'abord brutalement implantées par les gouvernements de la Grande-Bretagne et des États-Unis, parvinrent à rétablir le taux de profit à son niveau record des années 1950<sup>3</sup>.

Pour justifier leur contre-réforme, les tenants du néolibéralisme ont faussement imputé la baisse du taux de profit aux politiques des États : les augmentations de salaire, les programmes sociaux et l'amélioration des services publics. Au contraire, l'État providence a prolongé la période de prospérité, parce qu'il suscitait une large demande solvable\*. Pendant les dites « trente glorieuses », de 1945 à 1975, a été généré un espace économique qui a facilité l'expansion de nouvelles usines à la fine pointe de la technologie surtout mise au point durant la crise et la guerre précédentes. Mais il y avait un hic : cette demande solvable demeurait en place grâce à un rapport de forces politiques qui contraignait les entreprises à un certain partage de leurs profits. En effet, les syndicats et les partis sociaux-démocrates,

---

<sup>1</sup> Un astérisque réfère au lexique en fin d'article.

<sup>2</sup> De 1961 à 2004, le PIB canadien par personne, ajusté pour l'inflation, a été multiplié par 2.6. (*L'Observateur économique canadien*, supplément statistique historique 2004/05, tableau 6)

<sup>3</sup> Gérard DUMÉNIL et Dominique LÉVY, in *Une nouvelle phase du capitalisme*, édité par François CHESNAIS, Gérard DUMÉNIL, Dominique LÉVY et Immanuel WALLERSTEIN, Syllepse, 2001, Paris, pp. 11 à 40, de même que Michel HUSSON, « L'économie mondiale déséquilibrée », *Inprecor*, janvier-février 2005.

profitant de la peur de la montée révolutionnaire à la fin de la Deuxième Guerre tant en Europe qu'en Asie du Pacifique, ont pu imposer au capital une meilleure distribution des gains de productivité.

La responsabilité de la chute du taux de profit revient d'abord au capital lui-même. Plus se prolongeait la prospérité permettant d'atteindre un plein emploi relatif, plus le capital a eu recours à une grève des investissements, du moins dans les pays impérialistes, ce qui créa du chômage et affaiblit les syndicats. Ainsi furent compromis recherche-développement et innovation, sources de la hausse de la productivité du travail, meilleur moyen pour rétablir le taux de profit<sup>4</sup> sans s'attaquer au salaire, individuel et social\*. Par contre, depuis le milieu des années 1990, le taux de profit ayant été rétabli aux dépens du salaire, du moins aux États-Unis, la recherche, le développement et l'innovation se sont accélérés.

Au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, l'Europe occidentale et le Japon en ruine ont constitué un marché de choix pour les entreprises qui ont pu développer à l'échelle d'un continent le complexe\* auto-pétrole-bungalow, mis au point aux États-Unis dans l'entre-deux-guerres, de même que le complexe militaro-nucléaire, créé durant la Deuxième Guerre et que la Guerre Froide a prolongé et développé. Cette reproduction du modèle étatsunien a produit une accumulation si démesurée de capital qu'une crise de surproduction s'est déclarée dès la fin des années 1960 à cause des pays détruits par la guerre qui ont réintégré le marché mondial comme producteurs. Cette crise larvée a finalement éclaté au milieu des années 1970, avec la hausse spectaculaire du prix du pétrole comme élément déclencheur. Il était bien commode de désigner les pays arabes comme responsables de la crise, alors que c'était bien plutôt la surproduction, aggravée par le chômage et la relative stagnation salariale, qui occasionnait une baisse du taux de profit.

Pour rétablir son taux de profit à court terme, en attendant d'être capable de créer les conditions d'une nouvelle révolution technologique — amorcée avec la télé-informatique et la biotechnologie — à travers crises et guerres, le capital s'est attaqué au salaire individuel et social. Les peuples du tiers-monde et les couches précaires des pays impérialistes ont été les premiers touchés : femmes, enfants, pauvres, paysans et peuples aborigènes. Cette politique a porté fruit, si l'on peut dire. « UBS, une banque suisse, estime que, dans l'ensemble du G-7, la part des profits quant au revenu national n'a jamais été aussi élevée<sup>5</sup>. »

Comment, cependant, le capital a-t-il pu imposer démocratiquement ( tout au moins dans les pays impérialistes ) ce tournant de droite qui, entre autres, remet en question la progressivité des impôts et les dépenses publiques ? Il y est parvenu en mettant en évidence les limites et les failles de l'État providence tout en proposant ses (fausses) solutions. Le néolibéralisme aura su mettre à profit cinq grandes crises qui ont mené à la « stagflation »\* et qui lui ont permis de justifier la destruction de l'État providence.

## 1. La crise écologique

---

<sup>4</sup> *The Economist*, 11 août 2001 et *Le Quotidien de Statistique Canada*, 9 septembre 2005. On constate que la croissance de la productivité du travail aux ÉU chute tendanciellement de 3.7% dans la période 60-66 à 1.2% en 86-90 pour remonter tendanciellement à 3.5% en 2000-2004.

<sup>5</sup> *The Economist*, 12 février 2005, p. 12. Je traduis.

Imposé par le crédit et le marketing de masse sur fond de pénuries accumulées des temps de crise et de guerre, le modèle de consommation de masse ( propre au complexe auto-pétrole-bungalow ) a permis une période prolongée d'accumulation rapide du capital. Mais c'était au prix d'une croissance des pollutions et de l'affaiblissement des solidarités en isolant les familles dans leur auto/bungalow. S'est ajoutée la pollution très élevée de l'industrie militaire/nucléaire et des armées, surtout au moment des guerres.

Le néolibéralisme, pour expliquer cette crise, blâme le développement de la propriété publique aux dépens de la propriété privée. Selon cette théorie, personne n'est responsable de ce qui n'appartient à personne : l'air, l'eau, les forêts publiques. Il s'ensuit gaspillage et pollution. Le remède serait donc de distribuer les *aires communes* en propriétés privées quitte à imposer des *écotaxes\** pour minimiser les pollutions dues aux *externalités\**.

Toutefois, les pertes écologiques ne sont pas monnayables et les écotaxes se sont avérées être de régressives taxes de vente. Au mieux, les écotaxes peuvent être utiles s'il existe une solution écologique alternative, par exemple un système de transport en commun urbain et interurbain bon marché et de qualité, associé à une écotaxe sur le pétrole. Cela dit, rien n'empêche de taxer lourdement les produits de luxe presque toujours énergivores, par exemple les véhicules utilitaires, car il existe déjà une solution moins onéreuse.

Fondamentalement, et c'est le but premier des politiques néolibérales, plus le capital est mobile, plus il se libère des contraintes spatio-temporelles et sectorielles. S'il est plus rentable de couper à blanc une forêt ou de vider la mer puis de réinvestir les profits, disons, dans la pharmacie que d'exploiter écologiquement la forêt ou la mer, ce qui est généralement le cas, c'est ce que fera le capital libéralisé. Par contre, une *aire commune* peut parfaitement être exploitée écologiquement si elle l'est par un collectif, encadré par une législation appropriée, pourvu que son objectif principal ne soit pas le profit.

En fin de compte, le capitalisme néolibéral avec son complexe auto-pétrole-bungalow-militaire-sécuritaire-télé-informatique conjugué à son idéologie ultra individualiste et à l'hypertrophie du crédit qui exacerbe le consumérisme, aggrave beaucoup la crise environnementale. On est passé de l'auto familiale à l'auto individuelle, du bungalow familial au super-bungalow du couple sans enfants, de la généralisation du complexe néolibéral dans le monde impérialiste à sa mondialisation. La Chine et l'Inde s'y intègrent à vitesse accélérée depuis le début de ce siècle. Des pollutions locales (pluie acide, smog urbain), on est passé à la mise en cause de l'équilibre de la planète entière (effet de serre, épuisement des ressources, disparition accélérée des espèces vivantes).

## **2. La crise de la dette**

Pour combattre la baisse des taux de profit des années 1970, les banques centrales ont eu une politique de bas taux d'intérêt de façon à amplifier la demande solvable afin de permettre aux transnationales de hausser leurs prix à volonté. Ces taux d'aubaine ont encouragé les États, soit en crise fiscale ou en crise de compte courant\*, à s'endetter. De 1968 à 1980, la dette du tiers-monde a été multipliée par plus de dix.<sup>6</sup> Le capital n'a pas résisté à la tentation d'une

---

<sup>6</sup> Site web du Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde (CADTM)

hausse brutale des taux d'intérêt en 1979, véritable déclaration de guerre mondiale néolibérale<sup>7</sup>. Les peuples du monde ont été ainsi acculés au pied du mur.

Les États ont réussi à passer pour les victimes des créanciers — commode façon de faire accepter les impopulaires politiques néolibérales — et, dans le cas des États du tiers-monde, du FMI. Le FMI, par ses programmes d'ajustements structurels, a pu transformer la grande majorité des pays du tiers-monde en plates-formes exportatrices à très bas salaires, en compétition féroce les unes contre les autres de façon à dégager des surplus de devises fortes pour rembourser leurs dettes au capital financier.

Cet endettement étatique était lui-même dû à la grève fiscale des entreprises et des classes riches. Au lieu de payer leur part d'impôt, entreprises et riches la prêtaient aux gouvernements pour financer les infrastructures nécessaires à l'expansion du complexe auto-pétrole-bungalow et les services publics/programmes sociaux mis en place grâce aux luttes sociales. D'où d'ailleurs la nécessité d'une radicale réforme fiscale comme clef de voûte de toute politique antinéolibérale.

Avec le néolibéralisme, les peuples appauvris doivent davantage s'endetter, cette fois directement, en particulier dans les pays anglophones, par l'intermédiaire du crédit hypothécaire et du crédit à la consommation<sup>8</sup>. Toutefois, plusieurs États (et non les moindres, les États-Unis, le Japon, la Chine, l'Allemagne et la France<sup>9</sup>, par exemple) continuent de s'enfoncer dans l'endettement surtout à cause des baisses d'impôt exigées par le capital néolibéral. Finalement, les États du tiers-monde, loin d'avoir résolu leurs problèmes d'endettement, ont vu depuis 1980 leurs dettes externes multipliées par quatre et, malgré la baisse des taux d'intérêts, le service de la dette de presque autant<sup>10</sup>.

### **3. La crise nationale**

Avant l'ouverture des marchés initiée par les politiques libre-échangistes\* mises en œuvres dans les années 1980, une série de politiques budgétaires, fiscales et monétaires permettait aux pays dominants de mieux réguler leur économie nationale. Par contre, les pays du tiers-monde restaient soumis à l'approche néo-coloniale des pays impérialistes, des grandes banques et de la plupart des transnationales (parfois canadiennes<sup>11</sup>).

La solidarité nationale, organisée autour de l'État et imposée par les peuples aux bourgeoisies, s'arrêtait cependant aux frontières de l'idéologie du « sous-développement » et de l'anti-communisme. Pour briser cette solidarité nationale dans chacune des parties de ce monde divisé en trois — l'Ouest, le Sud et l'Est — le projet néolibéral a favorisé la

---

<sup>7</sup> Ce sur quoi insistent Gérard Duménil et Dominique Lévy.

<sup>8</sup> Pour le crédit hypothécaire, OCDE, selon *The Economist*, 5-11 février 2005, p. 93.

<sup>9</sup> L'OCDE en chiffres, 2004, p. 83.

<sup>10</sup> Site web du Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde (CADTM)

<sup>11</sup> En 2004, les investissements et placements canadiens à l'étranger valent près de 1000 milliards \$ soit 20 fois plus qu'il y a trente ans. (L'Observateur économique canadien, supplément statistique historique 2004/05, tableau 19)

globalisation des marchés. Cela a eu pour conséquence d'unir les élites dirigeantes et une classe moyenne supérieure en phase avec le développement technologique, pour créer une minorité fortunée. Il s'en est suivi le creusement des inégalités entre le monde impérialiste et le tiers-monde, de même qu'au sein de chaque pays.

L'imposition de la libre circulation des capitaux par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'Accord de libre-échange du nord de l'Amérique (ALÉNA), qui allait jusqu'à permettre la poursuite judiciaire des États par les transnationales, a facilité les investissements, placements et acquisitions aux relents impérialistes dans des pays du monde rendus incapables de se défendre par la voie de règlements publics ou de politiques fiscales.

En résultent deux tendances politiques contradictoires. Les élites et leur base sociale des classes moyennes supérieures essaient de chercher des solutions communes à travers la multiplication des forums et institutions internationales tels le G-8, le FMI et le Conseil de sécurité de l'ONU. Par contre, les inégalités croissantes et la généralisation de la pauvreté engendrant une instabilité nationale systémique, les classes dirigeantes sont amenées à recourir plus que jamais au nationalisme, et à tous ses avatars que sont le racisme, la xénophobie, jusqu'au nettoyage ethnique, afin de gérer les crises nationales dans leur intérêt.

#### **4. La crise des genres**

L'État providence a créé un vaste secteur de services, privés et publics, où prédominaient les femmes, généralement sous-payées par rapport aux « cols-bleus » puisque ses emplois ghettoïsés étaient prétendument une extension de leur travail domestique gratuit. Cette contradiction permet au néolibéralisme d'accroître les disparités salariales et la précarité des femmes en coupant dans les services publics, où elles avaient remporté d'importants gains. Ainsi s'occupent-elles de plus en plus des enfants, des malades et des vieillards à la maison, sans salaire.

Pour les néolibéraux, les femmes et les pauvres ne contribuent pas suffisamment à la valorisation du capital. Si femmes et pauvres ne sont pas employables pour la production, dans les zones franches\* du Sud et les usines illégales du Nord, leur « capital humain » doit être mis à niveau par une éducation au moins rudimentaire qui les rendrait aptes à être de petites entrepreneures dans l'économie informelle ou « sociale » souvent financées par des *micro-crédits\** et des mini-subventions.

La croissance des inégalités qui engendre son lot de tensions sociales y compris de guerres a aiguisé la violence contre les femmes et les enfants sous toutes ses formes, du harcèlement sexuel au travail, au viol en temps de guerre en passant par la violence conjugale. L'exclusion des femmes et des enfants, combinée au tout-marchandise du néolibéralisme, a de plus aggravé la prostitution et la pédophilie.

Le libre-échange a particulièrement facilité tous les commerces internationaux illégaux dont ceux des armes et de la drogue, mais aussi celui du trafic des femmes des pays de l'Est et du Sud vers les pays du Nord, tant et si bien que se développe un demi-esclavage qui s'ajoute au traditionnel esclavage domestique. Tous ces trafics, par le biais du blanchiment de l'argent, profitent au capital financier, un complice plus que consentant.

## **5. La crise de l'alternative**

La guerre froide a entretenu le mythe de la peur du communisme, ce qui a justifié l'établissement d'une économie de guerre permanente et d'un complexe militaro-nucléaire, composante essentielle de l'État providence. La course aux armements, résultat de la rivalité entre les « frères ennemis », a servi de catalyseur à la crise interne du système soviétique qui s'est effondré rapidement en 1989-91. Le capitalisme néolibéral ne pouvait que se réjouir de la reconquête de cette vaste zone où pourrait se déployer le capital dans la mesure où est garantie la sécurité de la propriété privée et des contrats pour le capital étranger. Quant à l'économie chinoise, elle est devenue, avec l'économie étasunienne, une des deux locomotives de l'économie mondiale et aussi un facteur de renforcement de la compétition acharnée entre pays du tiers-monde pour la conquête des marchés.

Cependant, ces conquêtes de nouvelles zones d'accumulation de capital entraînaient, en contrepartie, la disparition soudaine de l'Ennemi qui faisait peur. Il fallait un nouvel ennemi qui aurait la même crédibilité afin de maintenir le même système de peur empêchant la mobilisation de masse contre le capital néolibéral. Heureusement pour l'impérialisme arriva sur un plateau d'argent le 11 septembre 2001, la menace terroriste islamique qu'il avait d'ailleurs lui-même construite tel un apprenti-sorcier.

Si l'État providence fut l'instigateur du compromis social « anti-communiste », c'est l'État sécuritaire néolibéral qui se veut à la base du compromis « anti-terroriste ». Ce dernier modèle ne comporte cependant aucune concession socio-économique ou démocratique, au contraire. Car si le compromis social-démocrate et populiste de l'après-guerre s'est construit sur un rapport de forces favorisant les peuples et obligeant le capital à mieux partager les gains de productivité ( entre autres par la fiscalité et les dépenses publiques ) tout en restant cependant le maître de l'économie et de l'État, le compromis néolibéral repose sur la défaite des luttes populaires.

### **Les trente glorieuses, un tournant inachevé**

La contre-révolution néolibérale n'a aucunement résolu les crises écologique, budgétaire, nationale, de genres et d'alternative, legs de l'État providence. Elle les a envenimées. Quand on comprend ce qu'est l'idéologie néolibérale et ses conséquences pratiques telles que l'explique Jacques B. Gélinas, on ne peut guère être surpris du résultat.

La révolution écologique et sociale qui s'impose nécessitera une révolution anti-capitaliste. Celle-ci suppose une réforme fiscale et budgétaire radicale dont les piliers seraient une mise à contribution beaucoup plus importante du capital, un développement sans précédent des services publics, une diminution drastique du temps de travail et un fort interventionnisme économique dans les domaines clefs de l'épargne et de l'investissement.

Ce fut une erreur stratégique, dans le passé, de lutter pour le partage des richesses sans s'attaquer directement à la propriété privée des moyens de production. Avec la baisse du taux de profit, le capital s'est transformé en transnationales qui ont investi dans des zones peu

syndiquées (sud des États-Unis, sud de l'Europe, puis certains pays du tiers-monde dits « dragons » ou « tigres »). Il a ainsi mis les peuples du monde en concurrence les uns contre les autres.

De la priorité donnée à la solidarité nationale, il faut maintenant passer à celle de la solidarité internationale.

Marc Bonhomme

-----

Lexique :

**Complexe** : filières de production fortement liées entre elles. Par exemple, la généralisation de l'automobile suppose le développement de l'industrie pétrolière et celui des banlieues de maisons unifamiliales.

**Compte courant** : s'applique aux transactions d'un pays donné avec l'étranger pour les marchandises et les services, les flux d'intérêts et de dividendes, les transferts d'argent des immigrants, etc. S'oppose au compte capital qui comprend les investissements et les placements.

**Demande solvable** : demande pour laquelle il existe un pouvoir d'achat. Par exemple, la demande en médicaments anti-sida de la majorité des sidatiques africains n'est pas solvable donc n'intéresse pas les compagnies pharmaceutiques.

**État providence** : État qui prenait bureaucratiquement et partiellement en charge la sécurité de ses citoyens, eu égard au manque d'éducation, à la maladie, aux accidents, au chômage, à la vieillesse et à la pseudo menace communiste, de façon à rentabiliser la force de travail tout en empêchant sa révolte pour à la longue l'atomiser, créant ainsi les conditions de la contre-offensive néolibérale.

**Écotaxes** : taxe de vente modulée sur l'exigence énergétique du produit taxé : tant sa composition (ex. le pétrole), son processus de production (ex. l'aluminium) que son usage (ex. l'automobile)

**Externalité** : les coûts non pris en charge par l'entreprise mais répercutés sur la nature et la société (ex. la pollution de l'air et de l'eau)

**Libre-échange** : système économique promu par le néolibéralisme basé sur la libre circulation des capitaux et des marchandises/services — ne s'appliquant cependant aucunement aux EU et très partiellement aux autres grandes puissances — mais non à celle des personnes et des idées dont la circulation est au contraire de plus en plus restreinte pour cause respectivement de « sécurité anti-terroriste » et de « propriété intellectuelle ».

**Micro-crédit** : système de petits prêts mis au point au Bangladesh auprès des femmes pauvres et garantis non par des collatéraux ou par des revenus assurés mais par la solidarité des emprunteuses qui ainsi se polissent l'une l'autre.

**Salaire privé et social** : le salaire privé est le montant net du chèque de paye tandis que le salaire social est l'ensemble des services publics et des programmes sociaux.

**Stagflation** : Conjoncture économique combinant faible croissance et haut taux d'inflation qui caractérisa la fin des années 1970, dernier soubresaut de l'État providence.

**Zone franche** : zone dans laquelle les législations concernant la fiscalité, le travail, l'environnement, etc. ne s'appliquent pas, en tout ou en partie.

Brève bibliographie

ATTAC ; *L'Empire de la guerre permanente, États-Unis et mondialisation*, Paris, Mille et une nuits, 2004.

ATTAC ; *Quand les femmes se heurtent à la mondialisation*, Paris, Mille et une nuits, 2003.

Chesnais, François ; Duménil, Gérard ; Lévy, Dominique ; Wallerstein, Immanuel ; *Une nouvelle phase du capitalisme ?*, Paris, Syllepse, 2001.

Joshua, Isaac ; *Le grand tournant, Une interrogation sur l'avenir du capital*, Paris, Presse universitaire de France, 2003.

Les cahiers de Critique communiste, *Mondialisation et impérialisme*, Paris, Syllepse, 2003.

Richet, Isabelle ; *Les dégâts du libéralisme, États-Unis : une société de marché*, Paris, Textuel, 2002.

Toussaint, Éric ; *La finance contre les peuples, La bourse ou la vie*, Paris, Syllepse, 2004.

---

*Certaines organisations et revues*

ATTAC-International, [www.attac.org](http://www.attac.org).

ATTAC-Québec, Montréal, [www.quebec.attac.org](http://www.quebec.attac.org)

Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM, Montréal, [www.unites.uqam.ca/cese](http://www.unites.uqam.ca/cese).

Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde – CADTM, Brussel, [www.cadtm.org](http://www.cadtm.org).

Forum social mondial, Porto Alegre (Brésil), [www.planetaportoalegre.net](http://www.planetaportoalegre.net).

INPRECOR, revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV<sup>ie</sup> Internationale, Paris, [www.inprecor.org](http://www.inprecor.org)

Monthly Review, an independant socialist magazine, New York [www.monthlyreview.org](http://www.monthlyreview.org).

The CCPA Monitor, Economic, Social, and Environmental Perspectives, Ottawa, [www.policyalternatives.ca](http://www.policyalternatives.ca).

The Economist, Londres, [www.economist.com](http://www.economist.com).